



## UNION EUROPEENNE

DELEGATION EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

L'Ambassadeur/Chef de Déléation

### **Du maintien à la consolidation de la paix: quelles perspectives pour la MONUSCO**

*Discours prononcé par l'ambassadeur Richard Zink, chef de Déléation de l'Union européenne en RDC, au séminaire organisé par la Mission permanente de la France auprès des Nations Unies*

(New York – International peace institute – 28 avril 2011)

Nous parlons d'un pays avec près de 70 millions d'habitants et seule sa capitale Kinshasa grandit de 500 000 personnes chaque année. C'est une population très jeune, laborieuse et dynamique.

Après avoir été frappée d'une façon brutale par la crise économique mondiale en 2008 et 2009, l'économie congolaise se redresse progressivement. Il en est de même pour les cours des principaux métaux tels le cuivre et le cobalt. Le cadre macro-économique est stable, le taux d'inflation est tombé de plus de 50% en 2009 sur un niveau de moins de 10% en 2010. Le taux de change a gardé plus au moins sa valeur vis-à-vis du dollar en 2010 contre une dépréciation substantielle de 40% en 2009.

C'est grâce à cette stabilisation économique que le pays a pu atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE le 1<sup>er</sup> juillet 2011. Notons que l'Union européenne, avec d'autres partenaires comme la Banque Mondiale, la Belgique, et la Banque africaine de développement a contribué à cette stabilisation à travers des appuis budgétaires.

En 2010, les recettes courantes de l'Etat s'élevaient à 2031 milliards de FC, soit moins de 2,3 milliard de dollars ou à peu près 35 dollars par habitant. Bien que le budget de la RDC en 2010 est désormais 10 fois plus élevé que celui de 2000, avec ce faible taux de revenu (qui en pourcentage du PIB est bien au-dessous du moyenne de l'Afrique sub-saharienne) la RDC fait face a des grandes difficultés pour financer les besoins de base de la population et lutter efficacement contre la pauvreté. A titre comparatif, le budget de l'Angola en 2010 était de 40 milliards USD, soit 2000 USD pro capita, et celui de Congo Brazzaville de 6,5 milliards USD soit à peu près 2000 USD par habitant.

Par ailleurs, le faible niveau des recettes propres du gouvernement est regrettable vu que la RDC dispose d'énormes richesses naturelles : 50% des réserves mondiales de cobalt, plus de 10% des réserves de cuivre et 30% des réserves de diamant. Cependant, les avantages pour l'Etat restent encore minces.

D'après nos informations, le gouvernement a récupéré moins que 200 millions USD du secteur minier en 2010. A titre de comparaison, en 2010 les recettes pétrolières de la RDC étaient plus que le double des recettes minières. Le rapport de la commission d'enquête du Sénat en 2009, a relevé

des dysfonctionnements énormes dans le secteur minier. Aucun service de l'état impliqué dans la gestion du secteur minier ne dispose des données fiables: ni sur le nombre des opérateurs miniers, ni sur leurs productions, et encore moins sur la quantité des produits exportés.

On constate toutefois que l'Etat ne reçoit pas ce qu'il aurait dû percevoir en raison d'une mauvaise gouvernance et un climat des affaires qui ne sont pas propices aux investissements privés.

Mais pour obtenir une croissance économique, la RDC doit attirer des investissements privés. Il faut un secteur privé qui joue son rôle naturel de principal moteur de développement. Dans ce contexte, je note que le nombre de compagnies européennes en RDC a beaucoup diminué durant les deux dernières décennies.

Contrairement à ce que plusieurs observateurs prétendent, ce sont les entreprises cotées en bourse qui ont quitté la RDC, sous la pression constante de leurs actionnaires. Pour adopter et mettre en place les principes de "corporate governance" ou "gouvernance d'entreprise", la RDC est considéré comme un pays trop risqué par ces compagnies. Bien entendu, d'autres opérateurs économiques – des non-occidentaux, mais pas seulement, – ont moins de scrupule et s'épanouissent dans le contexte spécifique de la RDC. Toutefois, la contribution de ces entreprises aux recettes de l'Etat est minime.

Pour attirer des investisseurs (de tous les coins du monde et avant tous des investisseurs congolais) le gouvernement a un rôle clé à jouer. Il doit mettre en place les conditions favorables à l'émergence du secteur privé. C'est ainsi qu'il doit travailler sur la sécurité juridique en commençant par le dépôt des instruments de l'OHADA; renforcer la transparence et la gestion des finances publiques par une application correcte du Code des Marchés Publics; créer un bon climat d'affaires avec la simplification et modernisation du système fiscal. Le gouvernement peut ainsi changer une situation dans laquelle une entreprise en moyenne est soumise à 300 taxes différentes. Et, ce chiffre peut aller, dans certains secteurs, jusqu'à 900.

Dans ce cadre, je souhaite souligner l'importance du commerce et de l'intégration régionale pour le développement économique et sociale d'un pays. Les exemples de succès de développement lié au commerce sont nombreux, partout au monde, y compris en Asie.

Malheureusement en RDC de nombreuses barrières tarifaires et non tarifaires subsistent et entravent les échanges entre la RDC et ses pays voisins. Ces difficultés administratives et en plus les difficultés de transport, et la faiblesse des infrastructures découragent le commerce et augmentent les prix au détriment des consommateurs.

Un exemple concret. Pour traverser le fleuve Congo entre Brazzaville et Kinshasa, le coût total toutes taxes comprises fait entre 20 et 40 USD. Si on traverse le même fleuve à Kisangani (c'est-à-dire à l'intérieur de la RDC) on ne paie que 100 Franc Congolais (ou dix centimes américains!). Entre Brazzaville et Kinshasa – les deux capitales les plus proches du monde – seulement 200 000 personnes traversent annuellement le fleuve – moins que le nombre de passages entre Berlin Est et Berlin Ouest pendant la guerre froide. Par contre, plus de 400 000 personnes traversent le même fleuve à Kisangani – pour un petit pourcentage du prix entre Kinshasa et Brazzaville. Et encore plus frappant 25 000 personnes passent la frontière entre Gisenyi et Goma chaque jour – ou 750 000 personnes par mois!

Ce pas surprenant que les marchés régionaux africains restent très limités et fragmentés. Le commerce intra-Afrique centrale représentent moins de 1% des échanges de la zone. Alors que le

PIB de l'ensemble des Etats ACP est à peu près égal à celui de la Belgique, les marchés demeurent nationaux et étroits.

A l'heure actuelle, les échanges commerciaux entre la RDC et l'UE ne représentent que 0,5% du commerce globale entre l'EU et le continent africain et moins de 0,05% du commerce mondial de l'UE.

Par contre, selon les dernières statistiques disponibles, et qui datent de 2009, le commerce entre l'UE et la RDC constituait 28% de l'ensemble des échanges commerciaux mondiaux de la RDC. La Chine – quant à elle – représentait 23,9%, tandis que l'Afrique de Sud et les Etats-Unis constituent respectivement 11,3% et 6,9% des échanges commerciaux de la RDC.

Malheureusement, les principaux produits exportés par la RDC vers l'Europe sont peu diversifiés: juste trois produits constituent l'essentiel des exportations de la RDC vers l'Europe à savoir les diamants (32%), le cobalt/cuivre (28%) et le bois (12%).

Et c'est ainsi qu'on retourne au constat que j'ai fait au début de mon allocution: pour que la RDC puisse vraiment profiter de son potentiel énorme, le gouvernement doit mettre en place un cadre propice au développement économique du pays.

Le pays a indéniablement avancé par rapport à la situation en 2000. Il n'y a plus d'hyperinflation, le budget est multiplié par 10, et le code minier et le code des investissements ont timidement attiré quelques investisseurs. Mais, 75% des congolais vivent encore de moins d'un dollar par jour.

Les défis sont clairs, les chances aussi - le gouvernement doit prendre les initiatives – encourager un secteur privé, lutter contre l'impunité, contre la corruption, reformer et renforcer la justice, la police, reformer le système fiscal.

La RDC a presque 70 millions habitants, un peuple laborieux et entreprenant. La RDC a des richesses bien connus – cuivre, cobalt, or, diamants, eau, pétrole. Un potentiel hydro – énergétique exceptionnel. Et la RDC est avec le Brésil et l'Indonésie un des poumons verts du monde.

La RDC peut sortir de l'impasse, la RDC à neuf voisins, la RDC est membre dans la SADC, la CEPGL, le COMESA, la CEEAC, la CEMAC et elle a des liens étroits avec les pays de la EAC - donc beaucoup de chances pour des réseaux commerciaux fleurissants. En plus, la RDC peut attirer des investisseurs africains, européens, américains, asiatiques – en d'autres mots de partout – pourvu que les conditions pour une économie du 21<sup>ième</sup> siècle soient remplies. Les partenaires sont prêts à soutenir le Congo sur ce chemin.

Des récents rapports rédigés par des cabinets de conseil internationaux comme McKinsey ou le Boston Consulting Group recommandent désormais à leurs clients internationaux d'intégrer l'Afrique dans leurs stratégies d'investissement. "*Les investisseurs et les sociétés internationales ne peuvent plus se permettre d'ignorer l'immense potentiel du continent africain.*". C'est la conclusion du rapport "Lions en mouvement: les progrès et les potentialités des économies africaines" (Lions on the move: the progress and potential of African economies), réalisé par le McKinsey Global Institute (Mgi).

Permettez-moi de souligner ceci pour conclure: le monde souhaite que le Congo devienne un de ces lions africains !